

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA CHÂTELLENIE DE THIELLE



Projets de transformation en MBBR de la STEP de Marin (lot 1) et de réhabilitation de la station de pompage de Rothaus et conduite sous la Thielle (lot 2)

Mise en concurrence pour l'attribution d'un mandat à un groupement pluridisciplinaire de mandataires

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Procédure ouverte soumise aux traités internationaux et à l'AIMP

Version du 7 novembre 2019

A compléter par le candidat :

Nom du bureau responsable de l'offre (pilote) :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Téléfax :

Adresse électronique (E-mail) :

Offre totale lots 1 + 2 TTC (R1) :	CHF	heures
------------------------------------	-----	--------

Date :

Signature(s) * : _____

* Seules les personnes habilitées à engager l'ensemble des membres du groupement peuvent signer le présent document, éventuellement par procuration. En le signant, le candidat s'engage sur toutes les annexes.

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – PROFIL DU CANDIDAT	Page	3
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES	Page	4
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	Page	5
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE.....	Page	9
5. ENGAGEMENTS DU CANDIDAT	Page	16

ANNEXES LIÉES AUX ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION DE L'OFFRE

- Annexe P1 (*engagement sur l'honneur du respect des usages professionnels*)
- Annexe P4 (*caractéristiques du candidat*)
- Annexe P5 (*assurance RC*)
- Annexe P6 (*engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes*)
- Annexe Q8 (*références des bureaux*)
- Annexe R1 (*récapitulatif des offres d'honoraires*)
- Annexe R6 (*proposition de planification du mandat et des travaux*)
- Annexe R8 (*organigramme du groupement de mandataires*)
- Annexe R9 (*qualifications des personnes-clés*)
- Annexe R13 (*approche de la problématique, outils de gestion et motivation*)

AUTRES ANNEXES REMISES À CHAQUE CANDIDAT :

- Organigramme du projet
- STEP de Marin – Transformation en MBBR – Avant-projet et devis estimatif (lot 1)
- Réhabilitation de la station de pompage de Rothaus et conduite sous la Thielle (lot 2)
- Rapports géotechniques et photos des pieux

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- www.simap.ch (*avis officiel + législation cantonale d'application de l'AIMP + Guide romand des marchés publics*)
- www.sia.ch (*commande des directives particulières référencées dans ce document et les Règlements portant sur les honoraires et les prestations SIA 112, 103 et 108*)
- <http://rpionline.vkf.ch> (*normes, directives, conditions et recommandations de l'association des établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie (AEAI)*)
- <http://www.chatellenie-de-thielle.ch/> (*site du Maître de l'ouvrage*)
- <https://www.sbfi.admin.ch/sbfi/fr/home/formation/reconnaissance-de-diplomes-etrangers.html> (*site du SECO pour les conditions de reconnaissance de l'équivalence des diplômes*)

Glossaire :

AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
AMP-OMC	Accord international de l'OMC (ex-GATT) sur les marchés publics
REG	Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement
SIA	Société suisse des ingénieurs et des architectes
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie du Département fédéral DEFR
SIMAP	Système d'information sur les marchés publics en Suisse

PLANIFICATION DE LA PROCÉDURE (SOUS TOUTES RÉSERVES)

Date de la publication officielle	Vendredi 8 novembre 2019
Visite organisée du site	Mercredi 20 novembre 2019 à 14h00
Délai pour le dépôt des questions des candidats	Vendredi 22 novembre 2019
Réponses aux questions des candidats	Vendredi 29 novembre 2019
Délai pour le dépôt des offres <i>(le cachet postal ne fait pas foi)</i>	Mercredi 18 décembre 2019 à 11h00
Date du Comité d'évaluation	Lundi 6 janvier 2020 de 10h00 et 12h00
Date de l'audition éventuelle (à réserver)	Mardi 7 janvier 2020 entre 08h30 et 12h30
Date envisagée de la décision d'adjudication	D'ici mi-janvier 2020
Date envisagée pour le démarrage du mandat	Au plus tôt début février 2020

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – PROFIL DU CANDIDAT

Le Syndicat intercommunal de la Châtellenie de Thielle (ci-après : Maître de l'ouvrage ou adjudicateur) organise un appel d'offres de services en procédure ouverte au niveau international à un tour pour les projets de transformation en MBBR de la STEP de Marin (lot 1) et de réhabilitation de la station de pompage de Rothaus et conduite sous la Thielle (lot 2).

La procédure concerne l'attribution d'un marché sous la forme d'un mandat de groupement pluridisciplinaire de mandataires (ci-après : le candidat) qui doit être composé des compétences suivantes (voir les conditions d'association et de sous-traitance aux § 3.10 et 3.11) :

- Ingénieur en procédé STEP (pilote du groupement),
- ingénieur civil,
- ingénieur géotechnicien,
- ingénieur hydraulicien et traitement de l'eau,
- ingénieur en équipements électromécaniques,
- ingénieur en installations électriques.

Chaque personne indépendante et/ou bureau membre du groupement pluridisciplinaire de mandataires doit remplir les exigences des annexes P1, P5 et P6, et l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date du dépôt de l'offre, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence par rapport aux diplômes suisses selon le SECO ;
- être inscrit, à la date du dépôt de l'offre, au Registre des Architectes REG A ou REG B de la Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie ou à un registre officiel professionnel étranger jugé équivalant selon le SECO.

Pour que l'offre soit prise en considération et considérée comme recevable avant l'évaluation multicritères, le groupement doit en outre posséder les aptitudes minimales suivantes :

- référence professionnelle du bureau d'ingénieurs en procédé et MBBR (hybride ou classique) pour un projet de construction ou de transformation de STEP, d'un montant total d'au moins 2 millions HT de travaux (CFC 1 à 4, hors TVA et hors honoraires). Le projet doit être achevé depuis moins de 10 ans. Le bureau doit avoir réalisé l'entier des prestations des phases 32 à 53 selon SIA 108, ceci sans avoir passé par la co-traitance ou la sous-traitance pour une partie des prestations.
- référence professionnelle de l'ingénieur en procédé, chef de projet, pour un projet de construction ou de transformation d'une STEP, d'un montant total d'au moins 2 millions HT de travaux (CFC 1 à 4, hors TVA et hors honoraires). Le projet doit être achevé depuis moins de 10 ans. La personne-clé citée dans l'annexe R9 doit avoir réalisé l'entier de la prestation des phases 32 à 53 selon SIA 108, ceci sans avoir passé par la co-traitance ou la sous-traitance pour une partie des prestations.
- référence professionnelle du directeur des travaux, pour un projet de construction ou de transformation d'une STEP, d'un montant total d'au moins 2 millions HT de travaux (CFC 1 à 4, hors TVA et hors honoraires). Les travaux doivent avoir été achevés depuis moins de 10 ans. La personne-clé citée dans l'annexe R9 doit avoir réalisé la prestation 52 selon SIA 108, ceci sans avoir passé par la co-traitance ou la sous-traitance.
- référence professionnelle du responsable des procédures d'appels d'offres publics selon l'AIMP, pour un projet de construction ou de transformation d'une STEP, d'un montant total d'au moins 2 millions HT de travaux (CFC 1 à 4, hors TVA et hors honoraires). La prestation doit avoir été réalisée il y a moins de 10 ans. La personne-clé citée dans l'annexe R9 doit avoir réalisé la prestation 41 selon SIA 108, ceci sans avoir passé par la co-traitance ou la sous-traitance pour une partie des prestations.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

**Comité directeur du Syndicat Intercommunal de la Châtellenie
de Thielle p/a Commune de Cornaux**
Clos-Saint-Pierre 1 – CP 17
2087 Cornaux

2.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure

Vallat Partenaires SA
Conseils en marchés publics et en gestion de projets
Rue des Tuillières 1
1196 Gland

2.3 Nature et importance du marché

2.3.1 Descriptif du projet

Les rapports techniques de l'avant-projet de chacun des deux lots sont remis en annexe. Ils définissent de manière détaillée les contraintes et enjeux des travaux, mais également les schémas d'intervention.

2.3.2 Coût de l'opération

L'estimation du montant des travaux déterminant les honoraires sont précisés dans chacun des rapports annexés.

2.3.3 Prestations du candidat

Les prestations concernent les compétences listées au § 1 du présent document.

L'offre d'honoraires devra être calculée selon le modèle de prestations du Règlement SIA 112, respectivement les prestations des Règlements SIA 103 et 108, y compris pour toutes les prestations sous-traitées.

Les phases de prestations concernées sont les phases 32 à 53 selon SIA 112, car le Maître de l'ouvrage estime que la phase d'avant-projet est achevée.

Il est prévu une tranche ferme pour les prestations des phases SIA 32 et 33. Lors de la réalisation de la phase 32, il est attendu du prestataire qu'il élabore un devis général des travaux par CFC à 3 chiffres sur la base de consultations d'entreprises de construction et des appels d'offres publics pour les équipements.

La réalisation des phases 41 (solde des appels d'offres publics) à 53 selon SIA 112 est conditionnée à l'obtention du permis de construire et à l'acceptation du crédit de construction.

La méthode de calcul des honoraires de chaque mandataire est laissée à la libre appréciation des candidats, mais elle doit être mise en annexe de l'annexe R1.

L'ingénieur en procédé doit être le planificateur et le coordinateur général des études et des travaux (pilote du groupement). Il devra également participer aux séances de coordination avec le projet du Syndicat Intercommunal de Ins-Müntschemier et coordonner les prestations des autres bureaux mandatés directement par le Maître de l'ouvrage. Ces prestations doivent être incluses dans son offre d'honoraires.

Le prestataire ne peut pas **reporter des prestations sous la responsabilité de l'ingénieur vers l'équipementier** qui sera désigné par appel d'offres. Ainsi, l'ingénierie d'exécution (phase SIA 51) ne pourra être déléguée au fournisseur exécutant. Le candidat doit tenir compte de cette exigence pour le chiffrage de ses honoraires (annexe R1).

Les prestations relatives à l'application des dispositions réglementaires et législatives sur les marchés publics (AIMP et AMP-OMC), ainsi que les prestations relevant des contacts et de l'application des exigences cantonales, notamment celles relatives aux exigences de la mise à l'enquête du projet, devront aussi être comprises dans l'offre d'honoraires.

Le Maître de l'ouvrage allouera à l'adjudicataire de ce marché, une fois le contrat signé, un montant forfaitaire de CHF 2'000.— TTC pour la prise en charge du dossier chez la société Holinger SA qui était en charge de la phase d'avant-projet, ceci pour autant que ce ne soit pas cette dernière qui l'obtient.

2.3.4 Aptitudes à mettre en évidence dans l'offre (annexes Q8 et R9)

De manière générale, le candidat fera état d'une expérience démontrée en planification générale interdisciplinaire d'installations complexes de traitement de l'eau.

Concernant le procédé et les équipements électromécaniques, le soumissionnaire fera état de son expérience en matière de planification, de réalisation et de suivi de la mise en exploitation du procédé MBBR (moving bed biofilm reactor), soit dans des installations nouvelles soit sous la forme de transformations comme dans le cas présent. Cette expérience devra porter sur le procédé dans son ensemble, c'est-à-dire inclure le bassin biologique avec les supports, compartimentage, etc., le système d'aération et la clarification finale. Le MO attend en particulier de son mandataire une qualification élevée pour bénéficier d'un accompagnement compétent et indépendant du fournisseur d'équipements pour la planification, la réalisation et la mise en route du nouveau procédé.

Concernant le génie civil, le soumissionnaire fera état de son expérience en matière de planification et de réalisation d'ouvrages en béton étanche en contact permanent avec l'eau (STEP, traitement de l'eau potable, réservoirs, ou ouvrages similaires).

2.3.5 Organigramme du projet

A ce stade du processus, le Maître de l'ouvrage va s'entourer d'un bureau d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (BAMO). Les autres prestataires nécessaires à la réalisation du projet (tels que géomètre, automaticien, ...) seront désignés à l'issue de la procédure selon les nécessités du projet. Le groupement pourra suggérer des propositions de bureaux, sans engagement du Maître de l'ouvrage.

2.3.6 Délais

L'annexe R6 indique les délais et échéances à respecter pour l'élaboration de la proposition de planning intentionnel de l'opération.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir à l'organisateur de la procédure (§ 2.2) au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de la page 2 du présent dossier. Il appartient au candidat de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Les offres arrivées après le délai fixé seront exclues de la procédure. **Le cachet postal ne fait pas foi.**

Le dossier devra porter la mention suivante : « **SICT – Projet STEP de Marin – Offre – Ne pas ouvrir** ».

3.2 Présentation de l'offre

Le candidat doit déposer son offre sous forme papier en **2 exemplaires et sur un support clef USB** (sauf pour l'annexe R1 qui doit être rendue dans son format original Excel). En cas de contradiction entre la version papier et électronique, la version papier fait foi.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires.

Tous les documents devront être soigneusement reliés ou intégrés dans un classeur A4, avec une table des matières et, avec de manière visible, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du candidat et le nom du marché mis en concurrence. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information grâce à une table des matières qui respectera l'ordre des annexes à fournir (P, Q et R).

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir celles qui :

- sont arrivées en français dans le délai imposé et à l'adresse fixée ;
- signées et datées par la ou les personnes responsables de l'offre par procuration ;
- proviennent de bureaux suisses ou dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).
- respectent les conditions et exigences citées dans le présent document, y compris les exigences d'aptitude fixées au § 1.

3.4 Inscription et demande de dossier

Aucun délai et aucune modalité administrative d'inscription n'ont été fixés. En déposant son offre, le candidat est considéré comme inscrit.

Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH. Le fait de s'inscrire sur le SIMAP.CH n'équivaut pas à une demande de dossier.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument ou modalité d'inscription, ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Il appartient au candidat d'annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il pourrait se trouver en conflit d'intérêt, familial ou d'affaires permanent, avec un membre du comité d'évaluation cité au § 4.12 ou avec un membre de la direction ou du Conseil d'administration du Maître de l'ouvrage.

Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise ou un collaborateur, ainsi qu'un associé ou un membre du conseil d'administration est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec une personne qui est amenée à apprécier votre offre et/ou à prendre une décision d'adjudication. En cas de doute, le site de la SIA (www.sia.ch) rubrique « concours » → »Lignes directrices », possède un document qui rappelle les conditions du conflit d'intérêt.

Il appartient au candidat de l'annoncer au plus vite à l'adjudicateur. Le cas échéant, l'adjudicateur décidera de remplacer le membre concerné par un des suppléants ou de récuser la personne concernée de toute participation aux décisions.

3.8 Incompatibilité et confidentialité

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui sont autorisés à participer à la procédure :

Nom	Types de prestation
Holinger SA	Etude de l'avant-projet et rapport technique

Ce bureau n'a plus de relation contractuelle avec le Maître de l'ouvrage pour ce projet et il n'a pas participé à l'organisation administrative de la présente procédure d'appel d'offres. Il a été informé qu'il doit soutenir l'organisateur de la procédure en cas de réponses à apporter sur des documents qu'il a élaboré et remis au Maître de l'ouvrage.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure :

Nom	Types de prestation
Vallat Partenaires SA	Organisateur de la présente procédure

Toute personne qui a participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appels d'offres, est informée qu'elle possède un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'elle détient. Ainsi, seul l'organisateur de la procédure est habilité à remettre aux candidats des informations et documents.

Pendant la procédure, le fait qu'un bureau ait pu obtenir ou détient une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres bureaux, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau, une entreprise ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé d'un candidat.

Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Le non-respect de cette exigence entraînera l'exclusion des offres concernées.

Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.10 Association de bureaux

L'association de bureaux de même compétence selon la liste du chapitre 1 n'est pas admise et ne sera pas prise en considération. Le cas échéant, l'offre sera exclue.

3.11 Sous-traitance

La sous-traitance n'est admise que pour les prestations et compétences suivantes :

- ingénieur géotechnicien,
- ingénieur hydraulicien et traitement de l'eau,
- ingénieur en équipements électromécaniques,

Le cas échéant, ils seront autorisés à participer à plusieurs groupements en tant que bureau sous-traitant, mais à maximum 3.

Toutefois, un bureau qui est un des membres associés d'un groupement ne pourra pas être en même temps sous-traitant d'un autre groupement. Un collaborateur d'un des bureaux associés membre du groupement, ne pourra pas offrir ses prestations dans plusieurs offres comme associé ou sous-traitant

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure et lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation, directives, formation, audition et échanges de courrier, est le **français**. La maîtrise de la langue allemande pour l'exécution du Lot 2 représente un avantage qualitatif (annexe R9).

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le **Franc suisse (CHF)**.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Le droit d'auteur reste acquis au prestataire qui exécute la prestation. Le Maître de l'ouvrage possède un droit d'usage libre et unique dans un format exploitable des documents et plans qui sont élaborés par le prestataire qui a été payé pour ladite prestation.

Les documents qui sont remis pour l'offre du candidat restent confidentiels et demeurent la propriété de l'adjudicateur pour la durée de la procédure jusqu'à et y compris l'extinction complète de toute voie de recours.

Il est rappelé que l'adjudicateur doit conserver les documents de l'offre de l'adjudicataire pour une durée minimale de 3 ans suite à la décision d'adjudication notifiée par écrit.

3.15 Durée de validité de l'offre

L'offre est valide jusqu'à la fin du mois de décembre 2020. Si le contrat n'est toujours pas signé d'ici cette date, l'offre et les tarifs seront automatiquement adaptés selon l'évolution durant l'année 2020 des prix à la consommation (IPC) édité par le SECO. Néanmoins, l'adjudicateur est en droit de révoquer la décision d'adjudication et de renouveler l'appel d'offres.

Une fois le contrat signé, les conditions de l'offre, le tarif horaire moyen et les tarifs par compétence sont bloqués jusqu'à la fin de la réalisation du projet, boucllement des comptes compris.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le candidat durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du candidat, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

3.16 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront pas prises en considération.

3.17 Indemnisation

Le candidat ne peut pas faire valoir une note de frais, une indemnisation ou un dédommagement auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure et pour le rendu de son offre.

3.18 Marché divisé en lots

Le marché est divisé en 2 lots. Le candidat a l'obligation de déposer une offre pour chacun des lots et pour l'ensemble du marché mis en concurrence, sous peine d'exclusion de l'offre.

3.19 Option de mandat

L'adjudicateur se réserve la possibilité de compléter le marché après son adjudication pour des prestations en lien direct avec le présent projet, notamment des prestations supplémentaires imprévisibles, ceci en application de l'article 4, alinéa 1, lettres c), d) et f) du Règlement cantonal sur les marchés publics. Le cas échéant, l'avenant au contrat sera négocié de gré à gré sur la base de l'offre de base.

3.20 Offre partielle

Les offres financières partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

3.21 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le candidat a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est :

- soumise à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 ;
- soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 et à la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95, état au 01.01.2007 ;
- soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution ;
- soumise à la Loi cantonale neuchâteloise sur les marchés publics (LCMP) et à son règlement d'exécution (RELCMP).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie cantonale ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux candidats qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat concerné ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence et garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Une visite du site est prévue à la date indiquée dans le calendrier de la page 2. Il ne sera répondu à aucune question sur place. Seules les questions posées par écrit selon les modalités du chapitre 4.4 seront acceptées.

4.4 Délai pour poser des questions

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai indiqué dans le calendrier de la page 2, posées par écrit et remises sous la forme électronique sur le site SIMAP.CH après s'y être inscrit ou à l'adresse office@v-partenaires.ch. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur.

Il sera répondu par écrit à tous les candidats au plus tard cinq jours ouvrables après le délai pour poser les questions. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification approfondie. Le procès-verbal de l'ouverture des offres ne sera pas accessible avant la fin des démarches de vérifications, de clarifications et d'auditions.

4.6 Audition des candidats

Une éventuelle audition est organisée à la date indiquée dans le calendrier de la page 2. L'adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler les auditions s'il estime qu'elles ne sont pas nécessaires pour prendre sa décision, voire de n'auditionner que les candidats ayant des chances réelles d'obtenir le marché. Comme il se réserve le droit de réaliser autant d'auditions qu'il le souhaite si cela se justifie pour prendre une décision objective. Le cas échéant, l'adjudicateur informera ultérieurement chaque candidat du lieu, de l'heure exacte et de la durée de son audition, ainsi que les thèmes qui seront abordés.

Avant, pendant et après l'audition, le candidat ne pourra pas apporter des modifications de son offre, au risque de se voir exclu de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les candidats et que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre.

L'audition peut faire l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Certaines questions peuvent porter sur les conditions contractuelles.

4.7 Critères d'adjudication

Après avoir vérifié que le candidat respecte les conditions de recevabilité de son offre, l'adjudicateur l'évaluera selon les critères d'adjudication suivants :

CRITERES & ELEMENTS D'APPRECIATION	POIDS
1. Montant des honoraires (R1 – cumul des 2 lots)	25 %
2. Approche de la problématique et méthodes de travail (R13)	20 %
3. Qualifications et références des personnes-clés (R9) *	20 %
4. Organisation du candidat	15 %
<ul style="list-style-type: none"> • Planning intentionnel (annexe R6) • Répartition des tâches et des responsabilités (annexe R8) • Capacité des bureaux à assumer le mandat (annexe P4) 	
5. Références du candidat (Q8) *	10 %
6. Temps consacré pour l'exécution du marché (R1)	10 %

* *Critère éliminatoire si le candidat reçoit une note inférieure à 3 sur ce critère*

Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, l'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les candidats, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence. Les éléments d'appréciation sont en relation directe avec un des critères.

4.8 Evaluation des offres

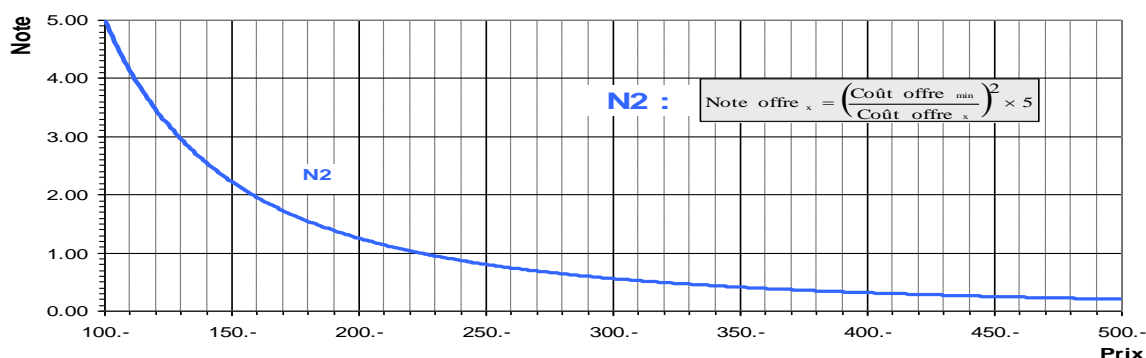
L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement. L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, ce n'est donc pas nécessairement l'offre la moins chère qui obtient le marché.

En cas d'égalité de points entre deux ou plusieurs candidats pressentis pour être adjudicataires ou si leur écart de points est inférieur à 10 points (2%), l'adjudicateur choisira l'adjudicataire selon le critère du montant des honoraires.

4.9 Notation des honoraires (prix)

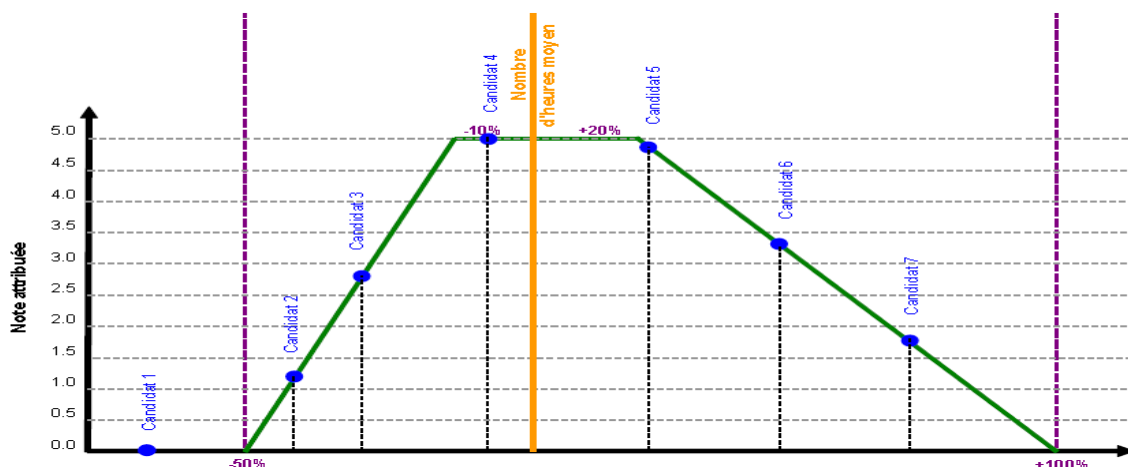
La qualité économique de l'offre sera évaluée sur la base du montant de l'offre et notée selon la formule au carré du guide romand :

$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre}_x} \right)^2 \times 5$$



4.10 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode T4 du guide romand : en tenant compte de la moyenne des heures proposées par les candidats pour exécuter le marché.



4.11 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Pour rappel, une appréciation est donnée par rapport aux attentes de l'adjudicateur et par comparaison avec les autres candidats.

La note peut être précise à la demie-note (par exemple : 3,5) pour les critères qualitatifs et jusqu'au centième de note (par exemple : 4,46), notamment pour le prix et les heures. L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les éléments d'appréciation d'un critère. Le cas échéant, il donnera des appréciations (points forts / points faibles) qui permettront de noter le critère générique.

Vous trouvez ci-dessous les appréciations déterminant chaque note :

Annexe T1

Barème des notes

0		⇒	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Insuffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Partiellement suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4	Bon et avantageux	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Très intéressant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP - Guide romand pour les marchés publics

4.12 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom et Nom	Titre / fonction / profession
M. Jean-Bernard Simonet	Président du Comité directeur de la Châtellenie de Thielle, Conseiller communal à Cressier
M. Jean Wenger	Secrétaire du Comité directeur de la Châtellenie de Thielle, Conseiller communal à Hauterive
M. Daniel Rotsch	Membre du Comité directeur de la Châtellenie de Thielle, Conseiller communal à La Tène
M. Pierre-Yves Martin	Responsable de la STEP de la Châtellenie de Thielle
Mme Nadia Diallo	Responsable administrative de la Châtellenie de Thielle
M. Patrick Vallat	Architecte et économiste HES / EIL, Vallat Partenaires SA

Membres suppléants :

Prénom et Nom	Titre / fonction / profession
M. Claude Gisiger	Membre du Comité directeur de la Châtellenie de Thielle, Conseiller communal à Enges
Mme Viviane Aeby	Cheffe de projet, Vallat Partenaires SA

4.13 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre pour influencer l'analyse multicritères.

En cas de compléments ou de modifications d'une offre par un candidat, l'adjudicateur pourra les prendre en considération qu'au moment des discussions contractuelles, mais n'est pas obligé de les accepter.

4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les candidats soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans le même délai à tous les candidats.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les candidats de sa décision avec mention des voies de recours.

4.15 Interdiction des négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procédera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts.

L'adjudicateur peut procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective. Si nécessaire, il peut inviter chaque candidat concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

4.16 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul seront corrigées. Si l'adjudicateur estime que des justificatifs apportés par le candidat démontrent clairement et de manière évidente que le candidat ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du candidat pour juste motif.

La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du candidat, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le candidat ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix.

4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

Une offre qui n'obtient pas au moins la **note moyenne de 3** sur un critère principal marqué d'un astérisque (cf. § 4.7), ne sera pas classée et ne pourra pas obtenir le marché. Des conditions minimales d'aptitude sont fixées au chapitre 1.

L'appréciation du nombre d'heures proposé par le candidat servira également à apprécier la crédibilité de l'offre financière en regard des attentes du Maître de l'ouvrage et des exigences et contraintes du marché. L'approche se fera pas phase de projet et pour l'ensemble des prestations.

S'il devait constater qu'aucun candidat ne serait adjudicataire en appliquant ces règles, il se réserve le droit d'attribuer le marché de gré à gré en vertu du fait que la procédure n'aurait pas atteint l'objectif de saine et efficace concurrence. Le cas échéant, cette décision est sujette à recours.

4.18 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre.

4.20 Voies de recours

Le candidat est informé que, outre l'appel d'offres, toutes décisions notifiées par écrit sont sujettes à recours. Le recours doit être interjeté auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Rue du Pommier 1, 2000 Neuchâtel, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision.

Les feries judiciaires ne s'appliquent pas.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.21 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, le contrat conclu suite à la décision d'adjudication se basera sur l'offre et sur les discussions portant sur le contrat avec le Maître de l'ouvrage. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi. Dans ce sens, le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Il est prévu la signature d'un contrat selon SIA 1001/1 entre le Maître de l'ouvrage et le groupement de mandataires. Il sera demandé à l'adjudicataire du marché de mettre en place un contrat de société simple selon le modèle SIA 1001/2.

Le contrat sera à coûts et heures plafonnés par phase de prestations SIA. Ces plafonds ne seront pas adaptés tant que le coût des travaux déterminant les honoraires ne dépasse pas de plus de 10% les montants totaux des travaux annoncés dans les rapports annexés, ceci sur la base du devis général révisé suite aux adjudications des travaux et que pour les phases de prestations 51 à 53 selon SIA 112.

Seules les phases 32 et 33 représentent une tranche ferme d'adjudication. Les phases suivantes représentent une tranche conditionnelle qui ne sera libérée qu'en cas d'obtention du permis de construire et de l'acceptation du crédit de construction par le Maître de l'ouvrage.

Toutes prestations supplémentaires devront être motivées par l'adjudicataire, convenues à l'avance et approuvées par le Maître de l'ouvrage, faute de quoi, l'adjudicataire supportera à ses frais lesdites prestations. Si, au fil des travaux de planification ou de conseil au Maître de l'ouvrage, des prestations non couvertes par le contrat signé s'avèrent nécessaires à l'avancement du projet pour des raisons d'ordre technique, juridique ou économique, l'adjudicataire devra en informer le Maître de l'ouvrage sans délai et par écrit.

Une fois le contrat signé, il n'y aura pas d'adaptation au renchérissement.

A la fin de son contrat, le groupement aura l'obligation de fournir le dossier complet du projet autorisé et de toutes les études dans un format papier en trois exemplaires et dans un format électronique exploitable (.doc., .xls, .dwg, .dxf, ...).

Les frais accessoires et divers, y compris les déplacements et la copie de tous les documents, y compris sous forme héliographique, seront rémunérés à forfait à hauteur de 4% du montant hors TVA des honoraires facturés. Ne sont pas inclus les échantillons de matériaux et les maquettes qui, le cas échéant seront commandés et facturables séparément.

Les factures seront payées dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture. L'adjudicateur se réserve le droit de négocier un taux d'escompte pour un délai de paiement plus court.

Il est précisé qu'en cas d'interruption imprévue du mandat ou de fin anticipée du contrat, voire si les phases 41 à 53 n'étaient pas confirmées, les mandataires ne pourront pas prétendre à une indemnisation pour les phases SIA non-réalisées ou que partiellement réalisées, et seront payés sur la base des prestations dûment réalisées.

Le contrat peut être résilié à tout moment si les conditions de réalisation du projet ne sont plus faisables, si le projet est abandonné ou si les prestations des mandataires ne satisfont pas le Maître d'ouvrage, sans que les mandataires ne puissent revendiquer une indemnisation ou contrepartie financière. Seules les prestations commandées et réellement effectuées à la date de la décision de résiliation seront prises en compte par l'adjudicateur et pourront faire l'objet d'une facturation.

Seules sont admises les modifications de l'organigramme (annexe R8) et des personnes-clés (annexe R9) pour cause de force majeure (par exemple : faillite ou départ inopportun d'une personne-clé, etc.).

5. ENGAGEMENTS DU CANDIDAT

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les candidats certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le candidat peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre candidats ;
- d) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité.
- e) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- f) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- g) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le candidat a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- h) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- i) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres candidats sous la forme d'un tableau récapitulatif ;

- j) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- k) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- l) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Même si aucun délai n'est fixé pour les questions, il appartient donc au candidat de poser toute question d'éclaircissement. Le candidat ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- m) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques, sans indemnité ou dédommagement possible ;
- n) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- o) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre candidat ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.